

CHERCHEZ L'ERREUR !



BAGNOLET, LE 3 FEVRIER 2009

L'enfer est souvent pavé de bonnes intentions !

Nous allons vous en donner l'illustration...

Après avoir été voué aux gémonies, le fameux contrat aidé (CAE) est à nouveau au diapason politique. Notre institution va d'ailleurs utiliser cette disposition autrefois décriée pour recruter 1 400 Adjoints de sécurité (ADS).

Les « heureux bénéficiaires » seront prioritairement des personnes « en difficulté sur le marché du travail »

A savoir :

les demandeurs d'emploi de longue ou de très longue durée, les bénéficiaires de minima sociaux comme le RMI ou le RSA, les personnes handicapées, les personnes de plus de 50 ans au chômage depuis plus de 3 mois ou en congés de conversion, les jeunes sans aucune qualification...

Bref, le panel est large !

Seuls seront exclus de ce dispositif solidaire nos ADS en fin de contrat qui, de fait, se retrouveront... au chômage.

Résumons :

D'un côté, le ministère de l'Intérieur va prendre des chômeurs à hauteur de 1 400 postes...

...de l'autre, il fabrique des chômeurs en raison de la diminution annoncée des effectifs de gradés et de gardiens de la paix à hauteur de 4 800 postes, réduisant d'autant les espoirs des actuels ADS.

Cherchez l'erreur !